



Strasbourg, le 10 octobre 2017

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°286-2017 du 10 octobre 2017

Séance du : 10/10/2017
Sous la présidence de : Michel Samuel-Weis, Vice-Président

Ont assisté à la séance : 15 membres
Absents excusés : 13 absents excusés dont 3 pouvoirs
Absent non excusé : /

Présents :

Azzedine BOUFRIQUA, Charles DESSERTY, Lucile FAVET, Cora FRANÇOIS, Jean-François GAVOTY, Francis GEORGE, Bernard GOY, Ange-Frédéric KOFFI, Sophie KOHLER, Sara MARGUIER, Claire MOREL, Michel SAMUEL-WEIS, Gérard STARCK, Darek SZUSTER, Benoît TOCK.

Pouvoirs :

Jean-Luc BREDEL donne pouvoir à Cora FRANÇOIS
Nicolas MATT donne pouvoir à Sara MARGUIER
Fabienne KELLER donne pouvoir à Michel SAMUEL-WEIS

Absents excusés :

Jean-Luc BREDEL, Alain FONTANEL, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Serena MANGANAS, Pascal MANGIN, Nicolas MATT, Henri METZGER, Annick NEFF, Ada REICHART, Éric SCHULTZ, Emmanuel SEJOURNE, Catherine TRAUTMANN.

2^{ème} point de l'ordre du jour : Contrat de site 2018-2022. Projet StratégiqueDélibéré

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré :

- Approuve le projet stratégique
- Autorise le Président de la HEAR à signer le prochain contrat de site conclu sur cette base.

Vote

Votants : 18
Pour : 18
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 20 octobre 2017
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le 20 octobre 2017 à 17 heures.



Alain Fontanel
Président



Délibération du Conseil d'administration

n°286 - 2017 du 10 octobre 2017

Objet : Contrat de site 2018-2022. Projet Stratégique

Liée à l'Université de Strasbourg (Unistra) par la modalité juridique de l'association, la HEAR a été invitée à contribuer, au sein d'un comité de pilotage associant l'ensemble des autres établissements du site alsacien (UHA, INSA, BNU, l'ENGES, l'ENSAS), à la définition des axes stratégiques qui forgeront la politique commune partagée pour la période 2018-2022.

Ce projet stratégique qui s'appuie sur les caractéristiques et les atouts du site, apportés par chacun des établissements, vise à renforcer visibilité nationale et internationale du site et à la création de valeur ajoutée pour chacun des établissements partenaires en matière de formation, de recherche et de qualité de la vie étudiante.

Il constitue le substrat sur la base duquel sera conclu avec l'Etat le prochain contrat de site, contrat appelé à être signé par l'ensemble des établissements associés.

Sa mise en œuvre sera conduite par le « comité de pilotage du contrat de site ». Composé des présidents d'université et des directeurs ou administrateurs d'établissement, des responsables politiques de la recherche, de ceux de la formation et des études ainsi que des personnes en charge de la direction générale des services, il se réunit une fois par trimestre. Pour la période à venir, ce comité de pilotage pourra s'ouvrir en tant que de besoins aux représentants des collectivités publiques et des établissements à caractère scientifique et technologiques (EPTS).

Attachés au principe de subsidiarité, les établissements associés ne réaliseront au travers de la politique de site que les actions qui acquièrent par ce biais une réelle plus-value.

Quant aux actions dont l'efficacité la plus forte est garantie dans la sphère de la stratégie de chacun des établissements, elles resteront du ressort de chacun d'entre eux.

Sur le fond, le projet stratégique s'articule autour de différents axes et notamment :

➤ **Le renforcement de l'ancrage territorial avec :**

- La prise en compte de la réorganisation territoriale à l'échelle du Grand Est pour affirmer la place de l'enseignement supérieur et de la recherche comme élément déterminant du développement et de l'attractivité de la Région.
- L'optimisation de l'atout de la dimension transfrontalière avec la montée en puissance des initiatives prises dans le cadre du Groupement européen de coopération territoriale Eucor - Le Campus européen

➤ **Le renforcement de la visibilité de la politique de recherche sur le site**

Les partenaires du site s'accordent pour reconnaître l'enjeu majeur associé à la poursuite d'une véritable politique scientifique du site. Elle vise au rapprochement et à la complémentarité des

stratégies des différents acteurs de la recherche ainsi qu'au renforcement de la lisibilité des grands axes partagés. La formalisation du rôle et des responsabilités de chaque partenaire du site dans les unités de recherche mixtes sera poursuivie, en particulier en finalisant les conventions entre les universités du site et chacun des établissements associés.

➤ **L'affirmation du rôle de la SATT pour le transfert et l'innovation**

Le site Alsace est le seul site en France où différents acteurs de la recherche (Unistra, UHA, INSA, ENGEES, CNRS, INSERM) ont choisi de confier la gestion exclusive de leur propriété intellectuelle (PI) à la SATT Conectus.

Un premier objectif de la période à venir consiste à mener à son terme le chantier de la mutualisation et de la consolidation complète du dispositif de partenariat avec les entreprises et, plus largement, de gestion des contrats.

➤ **Le déploiement d'une offre de formation de qualité et concertée et le soutien à l'innovation pédagogique**

Le grand apport du contrat de site est de permettre un pilotage commun de la construction de l'offre de formation. L'organisation de l'offre de formation 2018-2022 a été menée en concertation entre les différents acteurs institutionnels du site. Elle met l'accent sur la qualité, la réussite et la soutenabilité, et permet de transformer les éventuelles concurrences entre formations des différents partenaires en complémentarité, d'optimiser les filières à faibles effectifs et de renforcer les disciplines rares au niveau du site.

➤ **L'accélération de la transformation pédagogique**

La constitution d'un réseau « inter établissements » du site pour travailler sur les transformations et innovations pédagogiques est en réflexion. L'unité de recherche « didactique tangible » de la Haute école des arts du Rhin est prête à s'investir dans la dynamique.

➤ **La poursuite de la coopération dans le domaine de l'offre documentaire**

Le projet de Système d'Information Documentaire qui se construit à l'échelle du site visera à mutualiser le signalement des ressources, à faciliter leur circulation et leur visibilité, à développer des services communs.

Dans cet esprit, l'installation de l'ENGEES et de l'Ecole et observatoire des sciences de la terre, dans les locaux de la Manufacture des Tabacs à Strasbourg devrait permettre une mutualisation des services dont une gestion commune des espaces dédiés à la documentation.

➤ **L'accroissement de la qualité des prestations au bénéfice de la vie universitaire**

Au-delà des actions déjà poursuivies dans le cadre de l'actuel Schéma directeur de la vie étudiante (santé et aide sociale, sport et culture, vie associative et engagement étudiant, handicap, transport, hébergement et restauration), de nouveaux axes de travail seront engagés sur les thématiques suivantes :

- Rythme de vie étudiante
- Discrimination, harcèlement, bizutage
- Accueil des étudiants étrangers
- Logement étudiant (évolution probable-élargissement de la commission hébergement et restauration qui se limitait aux actions CROUS)

➤ **La poursuite de l'ouverture de l'initiative d'excellence (Idex) aux établissements associés**

L'initiative d'excellence (Idex) restera ouverte à l'ensemble des établissements partenaires de l'Université de Strasbourg au travers de projets collaboratifs tant en recherche qu'en formation. De tels projets collaboratifs impulsent une dynamique pour aller vers une structuration toujours plus forte des axes de recherche dynamique que les partenaires du site s'efforceront de préserver.

➤ **Le développement d'une stratégie volontariste partagée en faveur du développement durable**

Dans son article 55, la loi Grenelle 1 en date du 3 août 2009 impose à tous les établissements d'enseignement supérieur de mettre en place une démarche 'Développement Durable', dans ses dimensions économiques, sociétale et environnementale.

Dans le cadre du contrat de site, l'appui sur ces atouts et le développement coordonné entre les établissements pourraient conduire à des objectifs tels que :

- la mise en place d'un Plan vert global, à l'échelle du site, incluant un plan de déplacement et/ou le renforcement de la contribution à la charte 'Tous unis pour plus de biodiversité' pilotée par l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) ;
- la recherche de l'obtention d'un label tel le label DD&RS soutenu par la Conférence des présidents d'université (CPU) et la Conférence des grandes écoles (CGE) ;
- la conduite d'un plan ambitieux d'actions articulant l'ensemble des projets en termes de DD et RS des établissements
- le développement des activités de recherche et de formation dans le domaine

La gestion environnementale du patrimoine, marquée par une sobriété énergétique assumée

Délibéré :

Ces explications apportées, et au vu du projet stratégique joint en annexe,

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- Approuve le projet stratégique
- Autorise le Président de la HEAR à signer le prochain contrat de site conclu sur cette base.

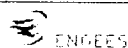
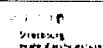
PROJET STRATEGIQUE DE SITE

Elaboration du contrat de site 2018-2022

Université de Strasbourg

en association

avec



1. Impliqués dans la dynamique formalisée par le contrat de site 2013-2017, et au vu d'un bilan partagé des forces et des faiblesses de la démarche, les établissements du site se dotent pour la présente période contractuelle 2018-2022 de lignes de développement visant à une forte visibilité nationale et internationale du site et à la création de valeur ajoutée pour chacun des établissements partenaires. Leur ambition commune est d'accroître leur efficacité en matière de formation, de recherche et d'améliorer la qualité de la vie universitaire.
2. Liés à l'Université de Strasbourg (Unistra) par la modalité juridique de l'association dont les objectifs sont explicités dans une convention, l'Université de Haute-Alsace (UHA), l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Strasbourg, la Bibliothèque nationale et universitaire (BNU) de Strasbourg, l'Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES), l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (ENSAS), la Haute école des arts du Rhin (HEAR) ont défini ensemble au sein du comité de pilotage du site les axes stratégiques qui forgent la politique commune partagée.
3. Ils confirment dans sa pertinence la formule de l'association en raison de sa souplesse. A partir du socle de la politique partagée sur la base d'intérêts et d'objectifs communs, elle permet à chaque partenaire, dans un projet complémentaire, de répondre à la spécificité de ses missions, de ses publics ou de son environnement et de valoriser les atouts qui lui sont propres. Ces approches complémentaires convergent vers une attractivité forte de l'ensemble des partenaires et du site.
4. Les six établissements associés à l'Université de Strasbourg entendent être avec cette dernière, signataires du futur contrat (avec l'accord de leur ministère de tutelle) dont le présent projet est le substrat. Ce projet s'appuie sur les caractéristiques et les atouts du site, apportés par chacun des établissements et par l'attractivité emblématique de l'Université de Strasbourg désignée comme chef de file du site.

Avec près de 50 000 étudiants accueillis dans 36 unités de formation et de recherche (UFR) dont 21 facultés, 8 écoles, 6 instituts et un observatoire astronomique, 72 unités de recherche, plus de 2 700 enseignants et enseignants-chercheurs et de 2 250 personnels BIATSS, **l'Université de Strasbourg** a su soutenir des initiatives originales, innovantes et profondément transformantes grâce au rôle catalyseur qu'a joué l'Initiative d'Excellence dès 2012. Elle affirme ainsi son attractivité et son rôle d'acteur ouvert sur son environnement au sein de l'espace exceptionnel représenté par la région transfrontalière du Rhin Supérieur. Durant la période quinquennale en cours, grâce notamment à l'IdEx, elle a renforcé l'étroite collaboration avec les organismes de recherche et les collectivités territoriales dans le cadre d'une gouvernance transparente et efficace. Outre l'activité scientifique et la recherche, les initiatives engagées ont très largement concerné la

formation et les étudiants qui sont au cœur de nombreux dispositifs visant à conforter leur sentiment d'appartenance. Confirmée comme attributaire définitive de l'Initiative d'Excellence en avril 2016 à l'issue de la période probatoire, l'Université de Strasbourg a conforté sa renommée, appuyée à la fin de cette même année par l'attribution du Prix Nobel de chimie à Jean-Pierre Sauvage. Parmi les leaders mondiaux en chimie supramoléculaire, elle dispose d'un très grand spectre disciplinaire qui inclut les sciences religieuses et de fortes traditions dans des disciplines rares (papyrologie, langues et civilisations orientales, etc.). L'excellence scientifique qui lui est reconnue, lui confère la responsabilité de poursuivre dans cette voie en faisant bénéficier, en tant que chef de file, l'ensemble des acteurs de la communauté universitaire et scientifique du site de cette dynamique positive.

5. Université pluridisciplinaire, hors santé, **l'Université de Haute-Alsace** accueille plus de 8 300 étudiants à Mulhouse et Colmar, répartis dans 2 écoles d'ingénieurs, 2 IUT et 4 Facultés. Elle compte plus de 1000 personnels dont 55% d'enseignants-chercheurs et enseignants. Elle se caractérise par une stratégie axée sur la professionnalisation, le transfrontalier et l'innovation. La professionnalisation est le résultat d'une politique partenariale, que ce soit en recherche ou en formation, menée en étroite relation avec le tissu socio-économique et le territoire. Dans le domaine de la recherche, elle abrite 14 laboratoires dont 2 Unités Mixtes de Recherche (UMR) CNRS auxquels s'ajoutent 4 antennes de laboratoires (12 laboratoires dont 3 UMR, 4 antennes de laboratoires et 1 Unité Mixte de Service (UMS) dans le cadre du prochain contrat) et elle développe des activités bien identifiées sur trois champs thématiques : (i) Chimie et Matériaux fonctionnels, (ii) Mobilités, (iii) Risques. Elle a su mettre en place un véritable continuum entre recherche fondamentale et recherche appliquée grâce à une politique partenariale offensive menée en étroite relation avec le tissu économique incluant la participation à plusieurs pôles de compétitivité. Elle est également co-tutelle avec l'Université de Strasbourg de 3 unités de recherche et co-accréditée ou associée pour 6 des 10 écoles doctorales du collège doctoral de site « Université de Strasbourg ». Elle porte le Centre de formation d'apprentis universitaire Alsace (CFAU Alsace).

Son engagement dans le projet transfrontalier et en faveur de l'innovation pédagogique se traduit notamment par l'obtention du label « Initiatives D'Excellence en Formations Innovantes (IDEFI) » au profit de NovaTris (centre de compétences transfrontalières).

6. **L'INSA de Strasbourg**, membre du groupe INSA, a pour vocation de former des ingénieurs dans les domaines de la construction et de l'aménagement (génie civil, génie climatique et énergétique, topographie), des systèmes industriels (génie mécanique, génie électrique, mécatronique, plasturgie), ainsi que des architectes.

Grâce à la forte motricité de son groupe et à une politique de partenariat très affirmée, et en particulier sur le site avec l'Université de Strasbourg, l'Université de Haute-Alsace et l'ENSAS, il est l'un des acteurs clé de l'ingénierie.

7. Dotée d'un rôle national que lui confère son potentiel documentaire et son histoire, **la BNU** est un acteur majeur de la documentation à l'échelle du site et inscrit son action dans une logique de coopération. Les bâtiments rénovés, le caractère exceptionnel de ses collections, le panel des services offerts sont autant d'atouts pour l'ensemble de la communauté universitaire et scientifique. La BNU est par ailleurs une institution culturelle dans la ville, reconnue comme telle par les collectivités territoriales, acteur important de la démocratisation des savoirs et des connaissances.
8. **L'ENGEES**, école d'ingénieurs sous tutelle du ministère de l'agriculture et de l'alimentation et partie prenante d'Agreenium, articule son cursus d'ingénieur autour du domaine d'expertise de l'école - l'eau dans toutes ses dimensions - et plus globalement, l'environnement et les services publics, avec des formations cohabilitées. Elle le fait dans une association à l'Université de Strasbourg qui remonte à 10 ans, pour des diplômes allant de la licence professionnelle au doctorat en passant par des masters. L'école est fortement impliquée dans l'écosystème d'innovation sur le territoire, notamment au travers du pôle de compétitivité Hydréos, dont elle héberge la délégation alsacienne.
9. **L'ENSAS** est l'une des vingt écoles d'architecture sous tutelle du ministère de la culture qui ont pour mission d'assurer la formation initiale et continue tout au long de la vie des professionnels de l'architecture, de la ville, des territoires et du paysage. Associée depuis 2013 à l'Université de Strasbourg, l'école forme 820 étudiants et développe de nombreux partenariats européens et internationaux avec notamment 3 double-masters avec Karlsruhe, Dresden et Shanghai. Elle forme également à la recherche par le biais des laboratoires AMUP (équipe d'accueil de l'ENSAS et de l'INSA de Strasbourg) et ARCHE (Université de Strasbourg), et participe à la dynamique de « Région architecture » sur la Région Grand Est.
10. **La HEAR** est née en janvier 2011 de la fusion des « Arts déco » - l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg (ESADS) - de l'École supérieure d'art de Mulhouse (Le Quai) et des enseignements supérieurs de la musique du conservatoire de Strasbourg, en un seul et même établissement d'enseignement supérieur artistique. La HEAR offre en France le plus grand choix de diplômes en arts plastiques, ainsi que des formations musicales d'excellence. Elle regroupe des enseignements dans les champs de la musique, de l'art contemporain, de la communication visuelle et du design. Implantée sur trois sites à Mulhouse et Strasbourg, elle prépare quelque 700 étudiants à devenir des créateurs, auteurs, musiciens, graphistes, artistes, illustrateurs, etc.

11. L'Université de Strasbourg et les établissements associés sont attachés au principe de subsidiarité. Aussi réaliseront-ils au travers de la politique de site toutes les actions qui acquièrent par ce biais une réelle plus-value. Ils les mèneront soit tous ensemble, soit à 2 ou 3 l'objectif étant de préserver l'agilité et la souplesse apportées par le régime de l'association.

Quant aux actions dont l'efficacité la plus forte est garantie dans la sphère de la stratégie de chacun des établissements, elles resteront du ressort de chacun d'entre eux.

12. Forts tant de leurs préoccupations et objectifs communs que de la richesse et de la diversité de leurs sphères de compétences et d'actions, les établissements signataires ont la volonté :

- de poursuivre et renforcer les axes de la politique partagée concrétisés lors de la précédente période quinquennale.
- de s'allier pour approfondir la thématique transversale du développement durable et de favoriser l'émergence d'initiatives et de projets communs dans ce domaine qui apparaît comme un espace de convergence pour les établissements du site.

13. Pour concevoir et concrétiser la politique de site, le comité de pilotage du contrat de site se réunit au moins une fois par trimestre. Il se compose des présidents d'université et des directeurs ou administrateurs d'établissement, des responsables politiques de la recherche, de ceux de la formation et des études ainsi que des personnes en charge de la direction générale des services. Ce cercle s'ouvrira désormais, en fonction de l'ordre du jour, aux invités représentant les organismes de recherche et/ou aux représentants des collectivités territoriales.

I les axes de la stratégie partagée

S'ouvrir sur le territoire

14. Soucieux de s'ancrer pleinement dans le territoire dont ils constituent des atouts majeurs, les établissements du site s'attacheront à prendre une part active dans le dialogue à mener avec l'exécutif et les élus de la Région Grand Est et à développer les partenariats déjà engagés comme avec Alsace Tech, association rassemblant l'ensemble des grandes écoles du site, signataires du contrat ou internes aux deux universités. En lien avec les autres établissements d'enseignement supérieur présents dans le périmètre de la collectivité, ils affirmeront la place de l'enseignement supérieur et de la recherche comme élément déterminant du développement et de l'attractivité de la Région.
15. Dans cette perspective, la conférence des présidents d'université du Grand Est se réunit mensuellement. A ces rencontres s'ajoutent, dans ce même cadre, les réunions des réseaux de vice-présidents par champ d'action ainsi que des directeurs généraux des services pour faciliter l'émergence de réflexions et d'actions à conduire de manière coordonnée voire commune. De même, il a été organisé en 2016, une première rencontre des responsables des bibliothèques de l'Enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que l'institut de l'information scientifique et technique (INIST/CNRS Nancy), au niveau de la Région Grand Est, afin d'initier des pistes de collaboration. Il conviendrait de donner une suite à cette initiative en mettant en place des rencontres régulières afin de travailler concrètement à des problématiques communes (numérisation, conservation partagée, promotion de l'information scientifique,...). De même, c'est dans le cadre élargi de la Région Grand Est, voire au-delà, que pourra être réexaminé le projet de conservation partagée et la création d'un silo de conservation régional à partir de l'opportunité d'un partenariat INIST/CNRS qui va libérer d'importants espaces dans ses magasins.
16. Dans le cadre du schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation, l'Université de Strasbourg et l'Université de Haute-Alsace sont membres du R10¹, instance de concertation et d'échanges entre les universités, les EPST, l'Etat et la Région Grand Est. Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation que le Conseil Régional vient d'adopter, a notamment pour ambition, en faisant jouer les complémentarités, de soutenir davantage la recherche et l'innovation sur l'ensemble du territoire.

¹ Le comité dit « R10 » réunit : l'Université de Strasbourg, l'Université de Haute-Alsace, l'Université de Lorraine, l'Université de Reims Champagne Ardenne, l'Université Technologique de Troyes, le CNRS Alsace, le CNRS Centre Est, le Centre INRA Nancy-Lorraine, l'INRA Champagne Ardenne, le Centre INRA Nord Picardie Champagne, le Centre INRA Alsace, l'INSERM Grand Est, l'INRIA Nancy-Grand Est, la Région Grand Est et l'Etat (Direction Régionale à la Recherche et à la Technologie, la DRRT).

17. Des relations de coopération effectives existent déjà entre les établissements du site alsacien avec leurs homologues lorrains et champ-ardennais. Le projet EOIE illustre cette volonté, réunissant autour de l'Université de Strasbourg et de l'Université de Lorraine qui le co-pilotent, l'Université de Reims-Champagne Ardenne, l'Université de Haute-Alsace, l'École nationale supérieure d'architecture de Nancy, l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg et la Fondation UNIT². Avec pour ambition d'accélérer la transformation numérique des établissements d'enseignement supérieur, le projet vise à soutenir des stratégies numériques universitaires transformantes tout en stimulant le partage d'expériences au sein de la communauté.
18. Plusieurs unités de recherche développent leurs compétences en associant des acteurs des universités de la nouvelle Région : le Laboratoire interuniversitaire des sciences de l'éducation et de la communication (LISEC) sous tutelle de l'Université de Haute-Alsace, de l'Université de Strasbourg et de l'Université de Lorraine, le Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA) sous tutelle du CNRS, de l'Université de Strasbourg et de l'Université de Lorraine, et depuis peu, l'Institut de recherches interdisciplinaires sur les sciences et la technologie (IRIST) qui rejoint l'UMR Poincaré (Laboratoire d'Histoire des Sciences et de Philosophie – Archives). L'Institut Carnot MICA ou encore la Fédération Matériaux sont d'autres formes de groupement de partenaires pour des programmes de recherche communs.
19. L'Université de Haute-Alsace a établi des collaborations avec l'Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA) notamment autour de la thématique du vin et de la vigne dans le cadre du Laboratoire vignes, biotechnologies et environnement (LVBE) de l'UHA, du diplôme national d'œnologie de l'URCA et d'un plan de conservation partagée des périodiques sur cette thématique. Dans deux UMR constituées avec l'Inserm et l'Université de Strasbourg, sont intégrés des acteurs de l'Université de Lorraine et de l'Université de Reims – Champagne Ardenne.
20. L'INSA de Strasbourg est membre de l'Idéfi InnoVENT-E et coopère dans ce cadre avec l'Université de technologie de Troyes, l'EPF – école d'ingénieurs de Sceaux –, le Centre des études supérieures industrielles (CESI) et l'Université de Lorraine au titre de l'Ecole nationale supérieure en génie des systèmes et de l'innovation (ENSGSI). L'ENGES porte notamment de manière conjointe des formations avec l'école des Mines et l'École nationale des sciences géographiques (ENSG) de Nancy
21. Le réseau Alsace Tech joue un rôle moteur pour élargir la dynamique du pacte ingénieur alsacien, en matière de rayonnement et d'accompagnement des mutations économiques

² Fondation UNIT : l'Université Numérique Ingénierie et Technologie, est l'une des Universités Numériques Thématiques (UNT) créées à l'initiative de Grandes Ecoles, d'Universités et du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

du territoire, à la nouvelle échelle régionale et réussir le pacte Grandes Ecoles du Grand Est.

22. La HEAR s'associe aux écoles d'arts du Grand Est et contribue à l'élaboration de propositions communes sous forme d'un Livre blanc. L'ENSAS et l'INSA de Strasbourg sont membres fondateur de l'association « Région architecture » qui fédère autour de l'architecture l'ensemble des acteurs de l'acte de construire dans la Région Grand Est. Un livre blanc regroupe 41 propositions comme par exemple le développement de la recherche au sein des agences d'architecture.
23. La coordination IUT-Grand Est (15 IUT, 17 500 étudiants, 1 800 personnels, 59 départements d'IUT, 144 licences professionnelles, 3 500 alternants), développée dans le cadre des politiques de sites des établissements tutelles ainsi que dans le partage d'actions communes stratégiques, a pour ambition de permettre à la Région Grand Est d'être une région reconnue aux plans national et international pour les formations technologiques de niveau Bac+2 et Bac+3. Cette coordination constitue une instance de concertation et de prospective de formation.
24. La Région Grand Est a également confié à la BNU l'achèvement du portail régional (Alsatica) qui a pour objectif de valoriser le patrimoine, en particulier écrit, au niveau du Grand Est en abordant les dimensions tant scientifiques et pédagogiques que touristiques.
25. Les appels à projets lancés par la Région Grand Est dans le cadre de la 3^{ème} vague du Programme des investissements d'avenir (PIA 3) ne manqueront pas de susciter et d'ouvrir de nouvelles coopérations.

Optimiser l'atout de la dimension transfrontalière : Eucor - Le campus européen

26. La montée en puissance des initiatives prises dans le cadre du Groupement européen de coopération territoriale Eucor - Le Campus européen est l'autre opportunité déterminante pour la politique de site. Si l'Université de Strasbourg et l'Université de Haute-Alsace, en qualité de membres fondateurs, sont directement parties prenantes de la définition de la stratégie d'Eucor - Le Campus européen, l'objectif est de permettre aux autres établissements associés à l'Université de Strasbourg de participer aux initiatives et projets initiés par Eucor - Le Campus européen qui relèvent des domaines inscrits dans les conventions d'association.
27. En tant que fondateur et acteur de l'alliance « TriRhenaTech des écoles d'ingénieurs du Rhin supérieur », l'INSA de Strasbourg délivre déjà des doubles diplômes franco-allemands et souhaite élargir sa contribution au Campus européen. La HEAR, de même que l'ENSAS et l'ENGES confirment leur volonté de concourir aux objectifs d'Eucor. L'Ecole Nationale

Supérieure d'Architecture de Strasbourg délivre d'ores et déjà un double-diplôme avec le Karlsruher Institut für Technologie.

28. La Bibliothèque nationale et universitaire pilotera un groupe de travail ad hoc afin de tenir compte de la dimension documentaire dans les projets transfrontaliers avec pour objectif, de mettre en place dans ce cadre, une carte unique de lecteur transfrontalière, de développer des services en commun, de favoriser la mobilité des personnels et des compétences.
29. En 2017, Eucor - Le Campus européen conduit une réflexion structurée en *workpackages* d'un projet Interreg V (2016-2018) associant les services et directions des universités pour définir sa stratégie à partir d'une analyse du potentiel des universités membres, des axes d'excellence mais aussi des disciplines rares.
30. Eucor - Le Campus européen entend ainsi se doter d'un plan stratégique pour assurer son « identité » et améliorer sa visibilité internationale au cœur de l'Europe pour la période 2019-2023. Ce plan sera accompagné de la définition d'un modèle économique afin d'assurer sa pérennité.

Se doter progressivement d'une politique partagée d'ouverture à l'international

31. Recherche et formation feront l'objet d'une réflexion commune à l'international en lien avec la stratégie internationale Eucor.
32. Il conviendra de définir des partenaires privilégiés du site. A titre d'exemple, le Japon étant un partenaire privilégié de l'Université de Strasbourg, les établissements associés identifieront les établissements japonais avec lesquels ils coopèrent pour amorcer une politique concertée fondée sur une mutualisation des moyens mobilisés.
33. Un réseau des responsables « relations internationales » du territoire sera constitué en capacité de mener des démarches communes vers certains partenaires étrangers. Sont visés notamment les objectifs suivants :
 34. La mobilité de tous (étudiants, enseignants, chercheurs administratifs) et son accompagnement (formation aux langues, projet de formation) seront soutenus et développés.
 35. La co-organisation de délégations communes pour participer à des salons de recrutement notamment pour des doubles diplômes.
36. Ces initiatives contribueront à fédérer autour de projets communs à l'international une dynamique de site en s'appuyant de façon privilégiée sur les collectivités territoriales

(Région Grand Est, Eurométropole de Strasbourg, Mulhouse Alsace Agglomération, Colmar Agglomération).

Renforcer la visibilité de la politique de recherche sur le site

37. Les partenaires du site s'accordent pour reconnaître l'enjeu majeur associé à la poursuite d'une véritable politique scientifique du site. Celle-ci s'appuie également sur la mise en cohérence avec la stratégie des organismes de recherche. Elle vise au rapprochement et, grâce à la différenciation, à la complémentarité des stratégies ainsi qu'au renforcement de la lisibilité des grands axes partagés. Ainsi une charte de signature des publications commune est en cours d'adoption par l'ensemble des membres du site. Une dynamique vers des fédérations/groupements apparaît comme une trajectoire naturelle à soutenir. L'exemple de la création du Laboratoire d'innovations moléculaires et applications (LIMA), UMR tri-tutelle (CNRS, Unistra, UHA), au 01.01.2018 illustre cette volonté commune. La mise en cohérence des équipements et plateformes ainsi que leur mutualisation constituent un axe prioritaire de la politique de site.
38. Les établissements du site poursuivront le développement d'une politique scientifique partagée et dynamique au niveau du site en s'appuyant notamment sur les domaines d'excellence soutenus par les instruments du PIA. L'ensemble des activités de recherche de l'INSA Strasbourg, de même que celui de l'ENGEEES, se déclinent à présent dans des unités de recherche mixtes du site alsacien. L'ENSAS mène des activités de recherche qu'elle entend conforter grâce à une collaboration forte avec les établissements du site. Dans le cadre de réformes conduites conjointement entre le Ministère de la culture et le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, des réformes sont attendues qui devraient doter prochainement les enseignants des ENSA du statut d'enseignant-chercheur et leur permettre de consacrer une partie de leur temps de travail aux activités de recherche. Par ailleurs, chaque ENSA sera dotée d'une commission de la recherche comprenant des personnalités extérieures représentant l'ensemble des partenaires du site.
39. Pour les SHS, le nouveau projet d'accompagnement de la recherche de l'unité de service Maison interuniversitaire des sciences de l'Homme - Alsace (USR Misha) qui associe l'Université de Strasbourg, l'Université de Haute Alsace et le CNRS, visera à accomplir un tournant majeur vers le développement d'outils numériques en sciences sociales et humaines et en articulation avec les grandes infrastructures nationales.
40. Dès à présent, la désignation de la BNU comme établissement porteur du groupement d'intérêt scientifique (GIS) national COLEx-Persée est la reconnaissance par le ministère de l'excellence documentaire du site et plus largement au niveau du Grand Est qui constitue

le premier bassin documentaire de l'enseignement supérieur et de la recherche, hors Ile-de-France.

41. La formalisation du rôle et des responsabilités de chaque partenaire du site dans les unités de recherche mixtes sera poursuivie, en particulier en finalisant les conventions entre les universités du site et chacun des établissements associés.
42. Les établissements du site sont engagés dans la définition d'une politique en matière de recherche sur l'éducation : l'unité de recherche en matière de sciences de l'éducation relève de l'Université de Strasbourg, de l'Université de Haute-Alsace, et de l'Université de Lorraine (autre site, mais même Région). Le Laboratoire interuniversitaire des sciences de l'éducation et de la communication (LISEC), EA2310, regroupe une cinquantaine d'enseignants-chercheurs et chercheurs en Sciences de l'Éducation et en Sciences de l'Information et de la Communication, en poste dans ces différents établissements universitaires. À l'interface entre cette unité de recherche et les enseignants de l'université se trouve, à Strasbourg l'IDIP (Institut de Développement et d'Initiative Pédagogiques), et à Mulhouse le SUP (Service Universitaire de Pédagogie), qui ont pour mission la formation pédagogique des enseignants du supérieur. La plupart de leurs membres sont par ailleurs rattachés au LISEC, ce qui leur permet d'être informés des dernières avancées de la recherche en sciences de l'éducation et de partager cette connaissance avec le reste de la communauté enseignante.

Consolider le rôle du collège doctoral et développer la formation doctorale co-construite

43. Le collège doctoral de site « Université de Strasbourg » qui regroupe les 10 écoles doctorales et les doctorants de l'ensemble des unités de recherche du site a été créé en 2013. Il a élaboré une politique doctorale commune et s'est fortement structuré au service d'une formation doctorale de très haut niveau. Il s'est doté d'une charte du doctorat unique et s'implique dans la mise en œuvre du nouvel arrêté régissant le doctorat, dans la mise en œuvre de la charte de déontologie notamment en organisant des formations sur l'intégrité scientifique et l'éthique.
44. Tous les doctorants du site bénéficient d'une offre de formations transversales en continuelle évolution et adaptation à leurs besoins. Un accent particulier sera mis sur la poursuite de carrière au-delà du doctorat en développant des formations favorisant l'employabilité des docteurs et en consolidant leur statut dans le monde socio-économique. La mise en place d'un diplôme d'université « compétences en entreprises » permettra de préparer la diversification des débouchés professionnels des docteurs.
45. En soutien à diverses actions de promotion de la recherche interdisciplinaire, l'opportunité de la création d'une école doctorale interdisciplinaire « flottante » sera

évaluée ainsi que son inscription dans le paysage évolutif lié à l'émergence des écoles universitaires de recherche.

Conforter le rôle de la SATT pour le transfert et l'innovation

46. Dans le domaine de la recherche contractuelle, de la valorisation et des relations avec le monde socio-économique, le site Alsace est unique à plusieurs égards. C'est en effet dans ce domaine que la politique de site, dans sa dimension de mutualisation et de synergies, a été la plus ambitieuse.
47. Ainsi, le site Alsace est le seul site en France où tous les acteurs de la recherche (Unistra, UHA, INSA, ENGEEES, CNRS, INSERM) ont choisi de confier la gestion exclusive de leur propriété intellectuelle (PI) à la SATT Conectus. Le dispositif de gestion de la PI et de transfert de technologie est ainsi totalement consolidé sur le site Alsace, ce qui constitue un facteur de lisibilité et d'attractivité majeur pour les entreprises comme pour les chercheurs. De plus, cinq des six actionnaires de Conectus ont également choisi de lui confier une pleine délégation (incluant signature et exécution budgétaire, à l'exception pour l'UHA des contrats inférieurs à 6 000 € hors taxes) pour gérer leurs activités de collaboration de recherche et de recherche partenariale – fait également unique en France. Le site Alsace est aujourd'hui ainsi très proche de matérialiser un vrai « portail unique » pour les questions de recherche partenariale et de valorisation. Cette pleine délégation permet d'avoir un interlocuteur unique pour la gestion du contrat et de la PI correspondante.
48. La SATT Conectus Alsace affiche un bilan à 5 ans qui atteste de l'efficacité de cette organisation. Elle a investi plus de 20M€ sur 70 projets de maturation, déjà cumulé plus de 4M€ de revenus issus de la PI, et a accompagné une croissance de la recherche partenariale de plus de 15% par an sur 5 ans, dans un contexte économique contraint. Au terme de l'évaluation « Go No Go » conduite en 2015, l'Etat a décidé – en regard des performances de Conectus – d'augmenter de 50% la seconde tranche de financement initialement prévue.
49. Le site Alsace a par ailleurs pris toute sa place dans son écosystème d'innovation, notamment grâce au leadership de l'Université de Strasbourg et à l'efficacité de l'Université de Haute-Alsace mais aussi au travers d'une excellente coordination entre les acteurs. L'implication de plusieurs établissements – Université de Strasbourg, Université de Haute-Alsace, INSA Strasbourg, ENGEEES – au sein de la gouvernance des pôles de compétitivité, de l'incubateur SEMIA, ou dans l'élaboration de la stratégie régionale de l'innovation illustre cette capacité à « jouer collectif » dans l'écosystème régional d'innovation.

Un premier objectif de la période à venir consiste à mener à son terme le chantier de la mutualisation et de la consolidation complète du dispositif de partenariat avec les entreprises et de valorisation, et plus largement de gestion des contrats.

Pour ce qui a trait aux contrats avec les entreprises hormis les contrats portant sur l'activité pédagogique des établissements, la SATT Conectus aura vocation à gérer pour la totalité des acteurs recherche du site, l'ensemble des contrats (collaboration, prestation, convention de transfert de matériel, contrat de confidentialité,...) avec les entreprises. Cette évolution finalisera totalement la consolidation du dispositif de valorisation sur le site, facteur de lisibilité, de simplicité et d'efficacité pour les chercheurs comme pour les entreprises.

Les acteurs du site projettent de mutualiser un pôle d'appui et de gestion pour les financements Europe et ANR, dans la ligne du Pôle unique d'ingénierie (PUI) mis en place par l'Université de Strasbourg, afin de faciliter – pour les chercheurs du site, le montage de dossier et l'accès à ces financements. Dans le même sens, l'ouverture de la plateforme de gestion des colloques de l'Université de Strasbourg est à l'étude.

Un second objectif consiste à travailler à la valorisation des équipements de recherche du site à travers la définition de plateformes et d'infrastructures ouvertes. A partir d'un travail de cartographie et la définition d'un référentiel commun, les plateformes et infrastructures seront recensées (labellisées) et une offre de service sera développée.

Un dernier objectif consiste à porter au niveau d'Eucor - Le Campus européen un projet collectif à définir avec les partenaires dans le domaine de la valorisation qui est actuellement absente du projet.

Déployer une offre de formation de qualité et concertée et soutenir l'innovation pédagogique

50. Le grand apport du contrat de site est de permettre un pilotage commun de la construction de l'offre de formation. L'organisation de l'offre de formation 2018-2022 a été menée en concertation entre les différents acteurs institutionnels du site. Elle met l'accent sur la qualité, la réussite et la soutenabilité, et permet de transformer les éventuelles concurrences entre formations des différents partenaires en complémentarité, d'optimiser les filières à faibles effectifs et de renforcer les disciplines rares au niveau du site.

51. La cartographie a fait apparaître la complémentarité des offres de formation : les mentions identiques que l'on relève pour l'Université de Strasbourg et l'Université de Haute-Alsace (8 en licence, 6 en licence professionnelle, 1 en master) se justifient soit par le fait qu'il s'agit de formations de premier cycle, soit par l'importance des effectifs. Les co-accréditations, qui sont en augmentation, illustrent non seulement une offre

concertée mais également la volonté de certains des établissements de s'ancrer dans une formation universitaire.

52. Les établissements du site s'efforcent d'autre part d'organiser leurs formations d'une manière qui réponde aux attentes des milieux socio-professionnels : c'est là un apport essentiel, dans les filières qui ne partageaient pas assez cette préoccupation, des conseils de perfectionnement, et les récents rapports d'évaluation du HCERES ne pointent que peu de problèmes à ce sujet.
53. Ils sont résolus à inciter les étudiants à s'engager dans une démarche entrepreneuriale (un programme d'investissement d'avenir en cours (Entrepreneurship beyond borders) et le projet Interreg V European Campus vont dans ce sens).
54. Attentives à la liaison lycée/enseignement supérieur dite « -3/+3 », l'Université de Haute-Alsace et l'Université de Strasbourg sont impliquées simultanément dans :
 - Les actions d'information, d'orientation et d'accompagnement en direction des lycéens
 - La promotion de la voie technologique dans les IUT
 - La démarche coordonnée et mutualisée pour le conventionnement avec les lycées dotés de classes préparatoires aux grandes écoles (la réflexion pourrait peu à peu s'élargir aux lycées préparant aux BTS).

Cette préoccupation se traduit également par le « Campus des métiers et des qualifications - Eco-construction et efficacité énergétique Alsace » (Rectorat, Région Grand Est, Université de Haute-Alsace, Université de Strasbourg, INSA Strasbourg, ENSAS) et le campus des métiers et des compétences agroalimentaires (Rectorat, Région, Université de Haute-Alsace, Université de Strasbourg).

55. Les établissements du site portent l'action d'³Alsace Tech, lieu de concertation et de réflexion des écoles d'ingénieurs, d'architecture, d'art et de management en vue de mener une coopération efficace et stratégique à l'échelle de la région et de ses territoires notamment pour ce qui a trait au pacte ingénieur et à la politique en faveur de l'apprentissage dans le supérieur. Le réseau Alsace Tech veille également à la cohérence du développement de l'offre de formation dans le domaine de l'ingénierie à l'échelle de la région.

L'association regroupant les directeurs et Présidents des cinq IUT alsaciens (ARIUT Alsace) est une instance qui vise à coordonner les offres de formation des IUT et à mutualiser des actions de communication et d'information.

56. L'offre de formation continue est, avec plus de 1 200 propositions de formations, celle qui, en France, présente la palette la plus large. A cette activité, s'ajoutent les prestations

³ Intégrer un § à la demande de plusieurs établissements associés

de formation continue de l'Université de Haute-Alsace, celles de l'ENGEEES (80). Le Centre de Formation Apprentis Universitaire Alsace (CFAU) est l'interlocuteur prioritaire pour la mise en place des formations par apprentissage. Le CFAU, porté par l'UHA, gère la quasi-totalité des formations par apprentissage proposées par les deux universités du site Alsace. A ce jour, le CFAU propose plus de 110 formations de Bac+2 à Bac+5 regroupant plus de 2000 apprentis.

57. L'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ) conduit les actions de suivi de la réussite et de l'insertion professionnelle des étudiants du site en veillant à intégrer les remarques du HCERES.

Assurer la transformation numérique et pédagogique

58. Grâce à l'Institut de développement et d'innovation pédagogiques (IDIP), grâce au volontarisme de la précédente équipe présidentielle de l'Université de Strasbourg, la pédagogie a gagné sa place, essentielle, dans l'enseignement universitaire strasbourgeois. Un vecteur primordial a été en la matière, la mise en place d'une Évaluation Continue Intégrale. Malgré un recul sur ce sujet dû à la carence du soutien ministériel promis, cette mise en place a obligé toutes les équipes pédagogiques à s'emparer de la question et à construire leurs évaluations, et donc leurs enseignements, d'une manière plus cohérente, plus formative. Grâce au Service universitaire de la pédagogie (SUP) et à Nova Tris (centre de compétences transfrontalières) relevant de l'Initiative d'Excellence Formations Innovantes (IDEFI), l'UHA a accompagné les équipes pédagogiques dans la transformation pédagogique et dans la mise en œuvre de l'approche par compétences lors de l'élaboration de la nouvelle offre de formation. La constitution d'un réseau « inter-établissements » du site pour travailler sur les transformations et innovations pédagogiques est en réflexion. L'unité de recherche « didactique tangible » de la Haute Ecole des Arts du Rhin est prête à s'investir dans la dynamique.
59. Les outils numériques sont de plus en plus nombreux, mais restent des outils en ce sens qu'ils sont au service de la mission de développement des capacités cognitives, réflexives, analytiques, mémorielles, synthétiques... des étudiants, et pas au centre de la démarche. Cela posé, l'université s'engage résolument dans une politique à long terme d'estompage, grâce essentiellement aux outils numériques, de la différence entre formation initiale et formation continue, par la création d'une formation tout au long de la vie la plus intégrée possible.

Sont à l'étude :

- le développement des MOOCs, en particulier dans le domaine de l'information scientifique et technique pour les étudiants avancés, les doctorants, les chercheurs et enseignants-chercheurs.
 - La mutualisation pour constituer des learning centers modulables (bibliothèque qui associe un ensemble de services pédagogiques et technologiques) et des fablabs (laboratoires locaux qui stimulent l'inventivité en donnant accès à des outils de fabrication numérique) en SHS notamment – sciences de l'antiquité ou arts et culture, etc.- avec la MISHA.
60. Dans le cadre du Programme Investissements d'Avenir, la réponse aux appels à projet qui encouragent les initiatives ciblant la transformation numérique fait l'objet d'une réponse concertée. Ce fut d'ores et déjà le cas pour « Disrupt Campus », dispositif de soutien aux formations à l'innovation numérique et à l'entrepreneuriat.

Poursuivre la coopération dans le domaine de l'offre documentaire

61. Les établissements partenaires se sont dotés d'un schéma directeur de la documentation qui a permis de réelles avancées tels la carte unique de lecteur, le portail de documentation commun Unistra, INSA Strasbourg, ENGEES, ENSAS et BNU.
- La bibliothèque numérique de site, dont le développement se poursuit, doit donner lieu à une programmation scientifique de numérisation à l'échelle du site.
62. Le pilotage du schéma directeur de la documentation s'effectue par une concertation permanente entre les directions des établissements. Il passe par l'organisation régulière de comités techniques et de comités de pilotage pour le projet dans son ensemble. Il se décline, dans la continuité de la période 2013-2017, en différents groupes de travail, chacun piloté par un ou plusieurs établissements du site sur des axes de travail particulièrement stratégiques (archives ouvertes UnivOAK, système d'information documentaire de site). La BNU assure le pilotage du schéma directeur de la documentation 2013-2017, en accord et en collaboration avec les partenaires du site. Il conviendra de consolider les acquis importants permis par ce programme sur la période 2018-2022.
63. Le site poursuivra la mise en place d'une politique documentaire concertée, basée sur une charte documentaire commune, puis la mise en place de plans de développement des collections.
64. Le développement de la plateforme d'archives institutionnelles, UnivOAK, s'appuiera sur une politique concertée en matière de dépôt et visera à développer les services aux chercheurs (bibliométrie, signalement des données de la recherche).

65. L'installation de l'ENGEEES et de la partie enseignement de l'Ecole et observatoire des sciences de la terre, dans les locaux de la Manufacture des Tabacs à Strasbourg, permettra une mutualisation des services dont une gestion commune des espaces dédiés à la documentation avec, sur ce dernier point, l'éventualité d'un espace partagé avec la HEAR.

Le site poursuivra la mise en place d'une politique documentaire concertée, basée sur une charte documentaire commune, puis la mise en place de plans de développement des collections.

66. Les établissements ont mené une politique ambitieuse pour développer, sur l'ensemble des bibliothèques, la formation des publics aux compétences informationnelles. La dynamique de formation des bibliothécaires-formateurs, engagée à l'échelle du site, se poursuivra par la mise en œuvre du label Formateur niveau 2. L'ambition est de proposer une formation adaptée à chaque profil d'utilisateur, selon des modalités variées : présentiel, e-learning, MOOC, formats hybrides etc..

67. Le projet de Système d'Information Documentaire qui se construit à l'échelle du site visera à mutualiser le signalement des ressources, à faciliter leur circulation et leur visibilité, à développer des services communs.

68. A noter que le processus de convergence Bibliothèque nationale et universitaire/Service commun de la documentation de l'Université de Strasbourg est engagé. Il aura un effet structurant pour le site et impactera la gouvernance du schéma directeur de la documentation, la mutualisation et la conduite de projets.

Accroître la qualité des prestations au bénéfice de la vie universitaire

69. Le schéma directeur de la **vie étudiante** qui a été co-construit avec tous les acteurs du site s'articule autour d'objectifs stratégiques ambitieux. Le site s'est organisé pour que les actions prévues dans ce schéma directeur soient effectivement et efficacement menées : leur portage a été réparti entre les établissements, le comité de pilotage du site en assurant globalement le suivi (cf. annexe jointe pour les détails). Un bilan destiné à tracer les nouveaux contours du schéma d'amélioration de la qualité de vie étudiante et de promotion sociale sur le territoire vient d'être réalisé.

Au vu de ce bilan et par référence aux résultats de l'enquête Vie étudiante, les actions seront poursuivies dans les domaines suivants :

- Santé et aide sociale
- Sport et culture
- Vie associative et engagement étudiant

- Handicap
- Transport
- Hébergement et restauration.

De nouveaux axes de travail seront engagés sur les thématiques suivantes :

- Rythme de vie étudiante
- Discrimination, harcèlement, bizutage
- Accueil des étudiants étrangers
- Logement étudiant (évolution probable-élargissement de la commission hébergement et restauration qui se limitait aux actions CROUS)

La question du développement durable a également retenu l'attention du comité de suivi. Elle pourrait se concrétiser au travers de l'animation d'un réseau de référents *développement durable* ou encore la création d'un prix « initiatives étudiantes ».

Faciliter la transformation numérique du site

70. Il conviendra de soutenir la mise en place de la dorsale numérique très haut débit alsacienne (réseau d'irrigation alsacien) RAREST V3 (Réseau Alsacien pour la Recherche et l'Enseignement Supérieur). Il est indispensable que le site Alsace dispose sur le long terme d'un réseau d'irrigation performant, fiable, sécurisé. Il est le préalable à toute « action » ayant pour objet le numérique ou le nécessitant.
71. La BNU travaille au développement d'une infrastructure de service dédiée à l'exploitation scientifique de documents numériques et numérisés (humanités numériques, TDM- outil de fouille des textes) ainsi que des compétences en ce domaine et se propose de les mettre à disposition des établissements du site selon les modalités adéquates (à définir en concertation).
72. Pour garantir le bon développement des solutions informatiques partagées, leur choix, ainsi que leur maintien en condition opérationnelle, les établissements du site s'orientent vers un modèle collégial où en tant que « fournisseurs officiels de services » à l'échelle du site Alsace et avec des moyens associés, les services informatiques seront amenés à rendre compte de la qualité des services rendus. Ce modèle s'inspire de ce qui est mis en œuvre à l'heure actuelle pour la gestion de l'infrastructure réseau Osiris à l'échelle strasbourgeoise, ou Rarest à l'échelle alsacienne.
73. Les établissements du site privilégieront (et au gré des remplacements) des systèmes d'information et des outils de gestion informatique communs ou interopérables, à l'instar du projet commun PC SCOL Sicles (désormais commun à l'AMUE - Agence de mutualisation des universités et établissements- et à l'association Cocktail) ou du système intégré de

Septembre 2017

gestion de bibliothèque (SIGB), à chaque fois que ce choix ne compromettra pas la cohérence globale de du traitement de l'information.

Confirmer une gouvernance adaptée à la modalité de l'association.

74. La gouvernance à travers le comité de pilotage de site réunissant les directions des 7 établissements associés (et ouvert désormais aux vice-présidents recherche et aux vice-présidents formation) permet un pilotage effectif et pertinent de la politique de site. Afin de prendre en compte les différents acteurs du territoire contribuant aux missions d'enseignement supérieur et de recherche comme mentionné dans la partie commune du contrat de site, il est prévu de dédier périodiquement une séance du comité de pilotage de site à une réunion élargie aux différentes parties prenantes que sont d'une part les collectivités territoriales, et d'autre part les établissements à caractère scientifique et technologique (EPST) pour les sujets les concernant.

Les décisions concertées au sein du comité de pilotage du contrat de site seront ensuite soumises, selon le processus habituel, aux instances de chacun des établissements.

75. L'initiative d'excellence se veut inclusive et de ce fait, est ouverte à l'ensemble des établissements partenaires de l'Université de Strasbourg au travers de projets collaboratifs tant en recherche qu'en formation. De tels projets collaboratifs, déjà soutenus dans le contrat précédent, impulsent une dynamique pour aller vers une structuration toujours plus forte des axes de recherche dynamique que les partenaires du site s'efforceront de préserver.

76. Une réflexion périodique commune sur les compétences et ressources humaines disponibles susceptibles d'être mobilisées conjointement sur des axes de recherche ou de formation prioritaires ou en évolution sera conduite.

77. Une synergie et des actions communes menées par les fonctions support : les coopérations et mutualisations engagées dans divers domaines seront poursuivies et approfondies. C'est le cas notamment, au niveau de la Gestion des Ressources Humaines (qui prend par exemple la forme d'une offre commune de formation continue des personnels), de l'hygiène et de la sécurité ou de la commande publique. D'autres pistes seront explorées, en particulier dans le domaine de l'action sociale des personnels (Service de promotion de l'action sociale, médecine de prévention, assistante sociale, psychologue du travail) pour cultiver un sentiment d'appartenance commun, dans le domaine du conseil juridique ou encore des applications de gestion (Sebina, Abyla, PC SCOL/Sicles...)

78. En termes de communication, le site a tenté de se doter d'une identité commune. Cet objectif était prématuré dans le contrat en cours mais reste une cible à atteindre.

II Une stratégie volontariste partagée en faveur du développement durable

79. S'il est un défi que toute institution doit affronter dans les années à venir c'est bien celui qui touche à la responsabilité sociétale. L'institution universitaire n'échappe pas à cette injonction la conduisant à intégrer les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans ses activités et dans les interactions qu'elle entretient avec ses parties prenantes (étudiants – personnels – partenaires du monde socio-économique – citoyens du monde social). D'autant que, dans son article 55, la loi Grenelle 1 en date du 3 août 2009 impose à tous les établissements d'enseignement supérieur de mettre en place une démarche 'Développement Durable', dans ses dimensions économique, sociétale et environnementale.

La responsabilité sociétale est définie (ISO 26000) comme la responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société et sur l'environnement, et ce par un comportement transparent et éthique. Cette définition peut être comprise par certains comme l'inclusion du Développement Durable (DD) dans la Responsabilité Sociétale (RS). D'autres considèrent historiquement que cette dernière est un pilier du DD. Au-delà de ces interprétations marquant une certaine ambiguïté définitionnelle, nous adopterons, à l'instar de l'intitulé du label qui prévaut actuellement dans l'enseignement supérieur (le label DD&RS), une articulation en deux volets

Le développement durable renvoie principalement aux aspects relevant des préoccupations environnementales telles la sobriété énergétique, l'éco-mobilité, la préservation de la biodiversité, la gestion raisonnée des déchets, etc.

La responsabilité sociétale renvoie quant à elle plutôt aux aspects touchant aux conséquences sociales et sanitaires de ses activités telles l'égalité des chances, l'égalité entre les femmes et les hommes, la prévention et la gestion des risques, la santé publique, le bien-être au travail, etc.

80. À cet égard les établissements du site disposent de nombreux atouts liés à leurs « profils » au regard, d'une part, des formations qu'ils offrent et, d'autre part, des activités de recherche qu'ils mènent. Dans le cadre du contrat de site, l'appui sur ces atouts et le développement coordonné entre les établissements pourraient conduire à des objectifs tels que :

- la mise en place d'un Plan vert global, à l'échelle du site, incluant un plan de déplacement et/ou le renforcement de la contribution à la charte 'Tous unis pour plus de biodiversité' pilotée par l'Eurométropole de Strasbourg (EmS) ;
- la recherche de l'obtention d'un label tel le label DD&RS soutenu par la Conférence des présidents d'université (CPU) et la Conférence des grandes écoles (CGE) ;

- la conduite d'un plan ambitieux d'actions articulant l'ensemble des projets en termes de DD et RS des établissements. Parmi celles-ci, on pourrait imaginer la structuration d'une offre de site pour l'accompagnement du monde économique en matière de DD et RS, en s'appuyant notamment sur les forces des services universitaires de formation continue et en fédérant largement, au-delà des établissements signataires.

81. Ces projets peuvent être envisagés dans l'ensemble des champs d'actions suivants :

- les activités de recherche et de formation
- la gestion environnementale du patrimoine, marquée par une sobriété énergétique assumée
- les dynamiques sociétales vertueuses touchant :
 - 'à l'externe', le monde social incluant les citoyens (science participative auprès des citoyens, du monde rural, des publics en difficulté) et les partenaires socio-économiques.
 - 'à l'interne', les usagers : vie étudiante au sens large, soutenabilité sociale de la gestion de l'ensemble de personnels (égalité, équité, risques psycho-sociaux, bien-être au travail, etc.)

Les activités de recherche et de formation

82. Les recherches conduites dans les établissements du site s'inscrivent largement dans le domaine global du DD&RS. Elles le sont de façon pluridisciplinaire et interdisciplinaire, dans le long terme et naturellement dans un cadre transfrontalier avec Eucor - Le campus européen qui offre un espace privilégié pour les échanges sur ces thématiques. La diversité des compétences dans nos établissements permet, avec pertinence, de proposer et de mettre en œuvre des projets collaboratifs intriquant les questions en lien avec l'environnement, avec la biodiversité, avec l'économie verte ou encore avec la transition énergétique qui revêt un caractère unique de par notre localisation transfrontalière. Si une partie des unités de recherche (en sciences expérimentales) des universités de Strasbourg et de Haute Alsace collaborait déjà au sein du Réseau alsacien de laboratoires en ingénierie et sciences pour l'environnement (REALISE - financement par le Contrat de Plan Etat Région 2009-2013), une nouvelle structuration au périmètre élargi est en cours, en particulier grâce à l'implication des sciences humaines et sociales de façon majeure et doit être formalisée au cours du contrat. Le potentiel de recherche en humanités environnementales est présent avec notamment les géographes, les juristes, les sociologues et le domaine de l'action publique.

83. L'ensemble des enseignements dispensés au sein des établissements du site relève peu ou prou du développement durable et de la responsabilité sociétale. Certains des contenus de formation sont des contenus qui soit constituent en eux-mêmes des apports

théoriques en développement durable (gestion de l'eau, biochimie, hydro-géomorphologie, sciences des sols, etc.), soit sont en lien avec les problématiques environnementales ou sociétale (sociologie de l'environnement, éthique, droit de l'environnement). Par ailleurs, l'enseignement supérieur qui forme les jeunes d'aujourd'hui à être les citoyens responsables de demain, tout en accueillant de plus en plus d'acteurs se formant tout au long de la vie, s'inscrit obligatoirement dans une démarche durable. Même s'ils veillent à l'insertion professionnelle immédiate des jeunes (et des moins jeunes) qu'ils forment, les établissements du site se soucient également de leur capacité à évoluer dans un monde en perpétuelle mutation.

84. À partir d'un recensement de l'existant qu'ils ont décidé de réaliser, les établissements partenaires s'engagent à amplifier, sur la durée du contrat, l'offre dans ces domaines de la recherche et de l'enseignement *via* notamment des renforcements de mutualisations voire également la constitution d'un réseau pédagogique.
85. L'INSA de Strasbourg inscrit pleinement ses activités scientifiques et pédagogiques dans l'accompagnement d'une démarche de transition énergétique. De même, l'ENGES réalise la quasi-totalité de ses projets de recherche et d'enseignement dans le domaine du développement durable. L'ENSAS souscrit au développement de champs de recherche dans le domaine de la construction ou du bâtiment et offre de mutualiser son futur laboratoire *Lumière* aux établissements partenaires ou autres dans des conditions qui restent à définir. La HEAR inscrit dans cette dynamique l'axe que l'une de ses unités de recherche consacre à l'anthropocène ainsi que les collaborations déjà établies avec le jardin botanique de l'Université de Strasbourg.
86. La BNU de Strasbourg propose d'être, en matière de formation continue et en lien avec l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB) de Lyon, l'Institut National des Etudes Territoriales (INET) à Strasbourg et Medial à Nancy, opérateur pour les compétences rares et de haut niveau (techniciens d'art, restaurateurs patrimoniaux, spécialistes de la numérisation, etc...).

La gestion environnementale du patrimoine, marquée par une sobriété énergétique assumée

87. Les établissements du site ont la volonté de renforcer et pérenniser leur collaboration en matière de développement durable. L'Université de Haute-Alsace (UHA) et l'ENGES bénéficient d'ores et déjà d'une expertise en la matière : la première a obtenu la certification ISO 50001 – Management de l'énergie, la seconde a obtenu le label DD&RS pour développement durable et responsabilité sociétale, promu par les acteurs principaux de l'enseignement supérieur national, ministères de tutelle compris. L'ENSAS est prête à mobiliser les compétences d'étudiants sur ces questions. La Bibliothèque nationale et universitaire souscrit à la dynamique et inscrit un axe « BNU verte » dans son projet

d'établissement. D'ores et déjà, l'Unistra, l'UHA et l'INSA partagent le même logiciel de gestion des données immobilières (Abyla) ce qui renforce l'expertise globale disponible sur le site pour cet outil qui permet une gestion précise du patrimoine immobilier.

Les dynamiques sociétales vertueuses touchant, 'à l'externe', le monde social incluant les citoyens et les partenaires socio-économiques

88. L'activité de production de savoirs et de leur transmission vers des apprenants (en formation initiale ou tout au long de la vie) constitue les missions premières de l'enseignement supérieur. Ce que l'on appelle parfois sa « troisième mission » renvoie à sa fonction de diffusion large auprès d'un grand nombre de partenaires (des entreprises aux collectivités en passant par le monde associatif et le citoyen). Il s'agit là d'un vrai enjeu de faire en sorte que les savoirs produits au sein du site Alsace puissent bénéficier au plus grand nombre, certes à des degrés divers de complexité et d'intelligibilité. C'est la raison pour laquelle il paraît actuellement essentiel de se doter, dès maintenant, d'une vision à long terme sur notre rôle à ce niveau en Alsace et de construire ensemble les outils qui nous permettront de valoriser, par les savoirs et techniques auxquels nous permettrons à nos concitoyens d'avoir accès, les territoires avec lesquels nous interagissons. Plusieurs pistes peuvent être explorées.
89. La mise en œuvre d'un **portail de notre offre de conférences et d'événements « grand public »**. Ce portail est en cours d'élaboration au sein du Schéma directeur de la vie étudiante - Alsace (SDVE-Alsace), mais vue l'ampleur de la tâche, il pourrait constituer un chantier à développer dans un cadre plus large et s'enrichir de contenus numériques issus de ces événements (captations, liens vers des publications en Open Access...) ;
90. La **coordination de nos actions en direction des Quartiers Politiques de la Ville (QPV)** : l'Université de Strasbourg est signataire du contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg (EmS), mais elle peut largement développer ses actions en direction des quartiers en synergie avec d'autres établissements strasbourgeois. Ces actions concernent tant la réussite étudiante que la recherche et la vie universitaires. Certains programmes de recherche pourraient aussi être partagés avec l'UHA. De même, des initiatives développées à Mulhouse pourraient servir de modèle pour Strasbourg, et vice-versa.
91. Le développement d'**actions plus volontaires en direction des publics ruraux**. Le 'Jardin des sciences' a déjà proposé des actions de diffusion de la culture scientifique en direction de public rural (Alsascience, conférences). Des actions du même type sont menées dans le Haut-Rhin. Elles pourraient être coordonnées sur l'ensemble du territoire et surtout associer aussi les autres établissements du site. Le bilan des actions déjà menées montre qu'il y a de fortes attentes de ces populations qui, par ailleurs, se sentent

toujours loin des centres de décision. Il faut aider ces territoires à redonner du sens par des actions avec des chercheurs sur des sujets qui les concernent (histoire, archéologie, santé, viticulture, agriculture, géothermie, etc.) et relancer avec eux la pratique du débat scientifique citoyen.

92. L'adoption d'une **structure permettant le développement des sciences participatives**. La France a signé en mars 2017 la charte des sciences participatives, c'est-à-dire des programmes de recherche construits avec la société civile, ou qui se servent de données collectées par les particuliers. Expérimentées dans quelques endroits (Lyon, Lille...), elles ont fait leur preuve, non seulement en France, mais plus encore à l'étranger. Elles sont l'une des manières de redonner confiance à nos concitoyens dans la science (en les associant à la démarche) et de connecter au mieux la recherche aux attentes de la société (en partie au moins, car la recherche doit garder son indépendance dans le choix de ses orientations et projets). Le site pourrait se doter d'une structure permettant de faire l'interface entre les besoins du territoire et les potentiels de la recherche. Plusieurs modèles existent, dont le plus connu est celui des « Boutiques de sciences ». Sur un territoire comme l'Alsace où le tissu associatif est dense et les problématiques nombreuses (nucléaire, géothermie, flux migratoire, Europe, etc.), l'apport des établissements du site n'en serait que plus évident. Les défis posés par la soutenabilité de l'activité humaine à l'ère anthropocène engagent tout à la fois une réflexion sur les valeurs et justifications de l'action et sur les interactions entre le citoyen et les technologies et sciences. Sur tous ces plans, le site regroupe des compétences importantes qu'il convient de mieux articuler, notamment en analyse de l'action publique et du droit à toutes les échelles, les disciplines travaillant sur les valeurs et justifications ou encore sur les usages des technologies et avancées scientifiques.

Les dynamiques sociétales vertueuses touchant, 'à l'interne', les usagers

93. Les activités de production, de transmission et de valorisation des savoirs mettent en jeu des acteurs de tous ordres : des enseignants-chercheurs ou enseignants ou chercheurs, personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé et des bibliothèques et bien évidemment des étudiants, apprentis, apprenants en formation continue. Les conditions de travail, d'apprentissage et plus largement de vie des uns et d'autres, déterminent en grande partie leurs réussites.
94. S'agissant des étudiants, le Schéma directeur de la vie étudiante - Alsace (SDVE-A) a conduit à tout un ensemble d'actions concernant directement les volets DD et RS ; les intitulés des commissions en témoignent : 'santé et aide sociale', 'handicap', 'vie associative et engagement étudiant', 'sport et culture', 'hébergement et restauration' et 'transport'. Au bout d'environ trois ans, ces actions vont être évaluées et donner lieu à un

bilan. À cet égard, des propositions de poursuites d'actions vont être formulées. Ces propositions pourraient engendrer des modifications relatives aux périmètres des commissions ainsi qu'à la mise à jour de nouvelles thématiques qu'il lui faudrait prendre en charge. Parmi elles, on pourrait trouver les rythmes de travail et de vie des étudiants, l'accueil des étudiants internationaux et un axe fort autour du développement durable.

95. À côté de ce travail mené au niveau du site, les établissements se sont d'ores et déjà engagés sur des actions relatives à la réussite des apprenants : cordées de la réussite, lutte contre le décrochage (passerelles, orientations, sécurisation des parcours), politique de soutien en faveur des étudiants en difficulté scolaire, programme d'égalité des chances, etc.
96. Les établissements du site sont unanimes pour continuer à s'engager dans cette double voie : la poursuite du SDVE-A, avec ses possibles inflexions thématiques, et la coordination des actions touchant à la réussite universitaire des apprenants.
97. Concernant les autres usagers du site, les établissements s'engagent à renforcer des pratiques vertueuses en termes de soutenabilité sociale. Il s'agit de poursuivre les actions conduites en termes de prévention et gestion des risques. Il s'agit de participer à des programmes d'inclusion sociale (embauche de personnes en situation de handicap par exemple). Il s'agit de mettre en place des programmes de prévention en termes de santé et de bien-être au travail : on pense aux troubles musculo-squelettiques, aux questions liées à l'ergonomie des postes de travail, à la prévention du *burn out*. Il s'agit de sensibiliser à la consommation d'alcool, aux addictions et aux règles d'hygiène et de sécurité. Il s'agit de mettre en place une politique vertueuse en termes d'égalité entre les femmes et les hommes. Il s'agit de créer une commission éthique pour les achats éco-conditionnés des matériels et consommables. Il s'agit de former les personnels à une gestion raisonnée des flux informationnels etc....
98. Au-delà d'un engagement de chacun des établissements dans ces actions relevant toute d'une certaine éthique au, et du, travail, l'ensemble gagnera à mutualiser les expertises des uns et des autres dans tel ou tel sous-domaine, voire de façon plus ambitieuse, à créer une plateforme numérique d'échanges de ces bonnes pratiques en termes d'amélioration du bien-être au travail.

Instances de gouvernance

99. L'ampleur de l'ambition affichée, le caractère très large des thématiques incluses dans le champ du développement durable et de la responsabilité sociétale, justifient que le comité de pilotage de site conserve dans un premier temps la vision d'ensemble du domaine. Il pourra ainsi en assurer à la fois l'ouverture nécessaire avec souplesse, la

validation des nouveaux chantiers structurants à ouvrir et l'extension de feuilles de route déjà données, si nécessaire. Il pourra s'appuyer sur un groupe miroir dédié, le temps de préciser ce volet dans son ambition globale, son calendrier et la définition des priorités opérationnelles retenues. Pour autant, chaque fois qu'un tel chantier sera ouvert ou précisé, la gouvernance aura avantage à être déclinée.

